

Grèves pour les retraites : tout le monde est concerné

Tout le monde est concerné par la réforme des retraites de Raffarin. Aux travailleurs du privé, elle obligera de devoir cotiser 42 ans au lieu de 40. Mais tout le monde sait que c'est une vaste blague, et que ce sera impossible, les patrons ne voulant pas de nous une fois devenus vieux. Alors, ça voudra dire, (si on fait les calculs avec la décote) une retraite qui va baisser au moins de 15%.

Oui, le privé est aussi concerné que le public. Se dire qu'il aurait fallu que le public réagisse quand le privé a été attaqué par Balladur en 1993, c'est vrai. Mais si c'est pour en conclure qu'il faut maintenant tout accepter, c'est applaudir la tactique du gouvernement. C'est lui qui a choisi d'attaquer l'un, puis l'autre, avant de recommencer à tour de rôle.

Car c'est de cela qu'il s'agit : une attaque systématique, grave, profonde et durable. Sauf si nous réussissons à la stopper. Déjà, à l'automne 2003, une nouvelle «réforme» est prévue pour l'assurance-maladie, qui risque de coûter très cher aux plus démunis. On va encore nous dire qu'on ne peut pas faire autrement, qu'il faut faire des économies, cette fois sur les dépenses de médicaments. Et les plus pauvres, qui se soignent déjà mal, se soigneront encore moins !

Si les professeurs tiennent en grève depuis si longtemps, c'est qu'ils ont compris, en fouinant, en allant chercher des informations sur internet, dans les dossiers de l'Etat, que ce n'était pas seulement une économie de plus sur le dos de l'école qui était voulue avec la décentralisation, comme avec les retraites d'ailleurs.

Un certain nombre a clairement compris que c'est toute la société qui est en cause. Que l'on court vers un monde encore plus injuste, plus inégal. Que les puissants qui dirigent le monde par la force qu'ils détiennent dans l'économie n'ont pas l'intention de s'arrêter là. Pour eux, il n'est pas question d'égalité des chances, ni à l'école, ni ailleurs. Ils n'espèrent pas que le chômage va reculer. Non, ils disent entre eux que c'est la majorité de la population qui devra être sacrifiée.

Pour eux, nous ne servons à rien, si nous ne sommes pas assez riches, ou pas assez productifs.

Leur seul problème, c'est de savoir comment

nous forcer à accepter ces changements, sans que nous réagissions assez fort pour les stopper. Ils ont travaillé sur cette question, et ils donnent des conseils aux gouvernements. Par exemple, celui de continuer d'accepter tous les enfants à l'école, mais de diminuer lentement la qualité de l'instruction qu'on donne à ceux des milieux populaires : *«Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, osent-ils écrire, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement»*. Et ils ajoutent : *«L'école peut progressivement obtenir une contribution des familles ou supprimer telle activité»*. En clair, on demandera aux parents de payer, même à l'école publique. Et on pourra prendre le prétexte que l'argent ne rentre pas assez pour supprimer des activités.

Pour éviter une réaction collective, ils conseillent aussi de supprimer des activités *«au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population»*. Tout ceci est écrit (Cahier de l'économie politique n°13) dans un rapport de l'OCDE, organisme qui regroupe 29 pays, dont l'Europe et les USA, et qui prétend montrer la voie pour l'avenir dans l'économie.

Voilà contre quoi les enseignants, les cheminots, et d'autres se battent. Voilà pourquoi il faut tout faire pour les aider, les soutenir, les rallier même. Il ne faut surtout plus continuer d'attendre chacun que l'on ressente une attaque, pour se poser la question de réagir : cela risque d'être trop tard.

Chacun est concerné. Chacun peut et doit faire quelque chose : ne serait-ce qu'afficher cette feuille ou une copie dans une cage d'escalier, sur un abribus. En parler avec ses collègues de travail, ses voisins, sa famille. Et se méfier de la télé comme de la peste. Elle aussi est aux mains du grand patronat et des gouvernants à son service.

9/6/2003

L'Ouvrier n° 139

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX